

REMARQUES
sur
LA PARALYSIE
de
DÉCEMBRE 1995

PARIS
1996

ÉDITIONS DE L'ENCYCLOPÉDIE DES NUISANCES

74, rue de Ménilmontant, XX^e arr.

REMARQUES

sur

LA PARALYSIE

de

DÉCEMBRE 1995

PARIS

1996

ÉDITIONS DE L'ENCYCLOPÉDIE DES NUISANCES

74, rue de Ménilmontant, XX^e arr.

« On ne doit cesser de se taire, que quand on a quelque chose à dire qui vaut mieux que le silence. »

ABBÉ DINOUART, *L'Art de se taire.*

« Mais certainement on ne manque de respect à personne en priant simplement les hommes de regarder et de juger au moins par les événements, s'ils s'obstinent à refuser tout autre genre d'instruction. »

JOSEPH DE MAISTRE, *Essai sur le principe générateur des constitutions politiques.*

I

Volatilisation

« Je me demande si finalement on ne s'est pas fait avoir, si cette grève n'était pas un leurre. (...) Il aurait fallu un idéal de société, on ne l'a pas. »

(Un cheminot de la gare du Nord, cité par *Libération*, le 23 janvier 1996.)

Après avoir été monté comme un soufflé d'euphorie unanime, le « mouvement social le plus important depuis Mai 68 » est retombé de la même façon, ne laissant rien derrière lui d'un tant soit peu tangible ; et nous ne parlons évidemment pas d'acquis sociaux, au sens syndical, mais de traces perceptibles d'une conscience plus lucide de l'état réel du monde et de la vie. Après 68, Aron avait pu parler de « révolution introuvable » pour railler ce mouvement qui n'avait rien changé aux institutions existantes, et citer en exergue de son livre les *Souvenirs* de Tocqueville, avec leur description ironique des chimères révolutionnaires (« L'un prétendait détruire l'inégalité des fortunes, l'autre l'inégalité des lumières, le troisième entreprenait de niveler la plus ancienne

des inégalités, celle de l'homme et de la femme... »). Il avait néanmoins fallu des années pour éradiquer et pourrir les idées de liberté qui s'étaient rencontrées là et reconnues *communes*. Après décembre 95, on pourrait parler de révolution « toute trouvée » puisque le programme, les buts, le sens en ont été formulés par tous les spécialistes du « social », les protagonistes eux-mêmes — grévistes et manifestants — n'ayant plus, très vite, qu'à tenir les rôles qu'on leur avait assignés, et puis à rentrer chez eux une fois la pièce finie, aussi vite que les manifestations s'étaient dispersées en fin de parcours. Et d'autant plus volontiers, sans doute, qu'il n'y a rien d'enthousiasmant à réciter un rôle rédigé par d'autres ; mais c'est qu'ils avaient à peine essayé de l'écrire eux-mêmes.

Dès le lendemain de la reprise du travail on aurait pu douter que quelque chose se fût réellement produit. Un voyageur revenant en France après quelques semaines d'absence n'aurait rien soupçonné d'une si « vaste révolte contre la modernisation » à peine éteinte ; et certes les physionomies des salariés-transportés ne témoignaient pas qu'ils aient respiré, si peu que ce soit, cette fameuse « bouffée d'oxygène », ni crié bien fort leur désespoir et leur refus à la face du monde. Pour la raison qu'il ne s'était évidemment rien produit de tel, en dehors des polémiques de sociologues et d'économistes dans les journaux ; la fausse conscience semblait aussi intacte que l'Etat lui-même, sous l'énorme fatalité du monde tel qu'il est. Pourtant la bizarrerie même de cette impression de « comme si de rien n'était » attestait pour chacun que ce n'était plus comme auparavant, que quelque chose s'était passé ; mais quoi ?

Assez curieusement, ce mouvement social imprévu, quoique s'affirmant victorieux sur ses revendications, laissa durant quelques jours après sa volatilisation une impression de défaite et même de déroute. Et ce sont ceux qui avaient dû céder qui apparaissaient comme les vainqueurs. Ils l'étaient en effet : aux autres restait l'amertume des occasions manquées, de ce qu'aucune des hantises communes à tous n'avait trouvé là à se formuler.

Une chose était désormais claire pour tout le monde : qu'il n'y aurait pas de « sortie de crise » ; que la crise économique, la *dépression*, le chômage, la précarité de tout, etc., étaient devenus le mode de fonctionnement même de l'économie planétarisée ; que ce serait de plus en plus comme cela ; qu'il n'y avait pas le choix que de s'y adapter et d'abord en s'y résignant. Rien n'avait donc changé : les flots troubles et fatals du cours économique des choses continuaient de nous charrier vers on ne sait quel déversoir, avec comme seul horizon pour chacun la nécessité de reproduire au jour le jour son existence matérielle. Mais ce qui était nouveau, c'est que personne ne pût plus se le dissimuler : qu'on dût s'avouer à soi-même sa peur et son découragement, son incrédulité devant toutes les anciennes promesses que cela finirait par s'arranger, que toute cette fatigue et ces angoisses d'une vie étroite toujours contrainte trouveraient un jour leur récompense, et au moins celle d'une tranquille retraite. Ainsi tout continuait, quoique rien ne fût plus comme avant ; c'était encore plus comme avant, car il y avait en moins l'illusion d'un *après*.

Dans une époque qu'imprègne un tel désabusement sur son avenir, le prophétisme révolutionnaire sonnerait désespérément creux ; du reste, sinon des gauchistes momifiés, personne n'a plus envie de vaticiner sur les grandioses perspectives historiques qui s'ouvrent à nous, pour cette raison qu'elles sont rien moins que grandioses. Le prophétisme, avec son ton oraculaire d'infaillibilité scientifique, a toujours été le plus faible côté de la critique sociale ; la dureté de l'époque en est venue à bout, ainsi que de la naïve croyance au caractère émancipateur du progrès technique, et c'est tant mieux. Comme l'avait dit un dialecticien dans d'autres sombres temps : la théorie qui attend tout des hommes et de leurs actions ne prophétise pas. Mais c'est justement parce qu'il est plus inconvenant que jamais de parler au nom de l'avenir, qu'il faut d'autant mieux savoir ce que l'on veut, et le dire : au nom de quelle conception de la vie, pour quelle forme de vie en société on se bat. C'est là-dessus que s'est joué en décembre l'essentiel, et qu'il se jouera encore, chaque fois qu'un refus collectif essaiera de surmonter la démoralisation et l'isolement qui enferment chacun dans sa misère privée.

Si l'on dit, comme le cheminot cité pour commencer, qu'a manqué un « idéal de société », un marxiste orthodoxe sorti du congélateur débitera aussitôt la citation d'usage, selon laquelle *pour réaliser sa propre émancipation et avec elle cette forme de vie plus haute à laquelle tend irrésistiblement la société actuelle de par sa structure économique même, la classe ouvrière n'a pas à réaliser d'idéal, mais seulement à libérer les éléments de la société nouvelle que porte dans ses flancs la vieille société bourgeoise qui s'effondre*. Cette tranquille conception de la révolution comme accou-

chement — aveugle à tout ce qu'un siècle d'histoire a lourdement démontré depuis Marx, à savoir que la société marchande n'était grosse que d'elle-même, et que ce vers quoi elle tendait irrésistiblement « de par sa structure économique même » n'était assurément pas une forme de vie plus haute — est plus légitimement reprise par les illuminés de l'émancipation assistée par ordinateur, à la de Rosnay, mieux fondés à prophétiser la société nouvelle que porte dans ses flancs celle où nous végétons et le dépassement, par l'avènement du New Age cybernétique, de toutes les contradictions dans quoi s'est embourbée l'irrationalité marchande.

Vouloir conserver la production actuelle en supprimant les rapports marchands, ou conserver les rapports marchands mais tempérés par une sélection de « bons produits » ou de « bonnes activités », voilà de sinistres idylles qui sont autant d'absurdités : ce n'est certes pas cela qui va se jouer sur la scène d'une nature dilapidée, empoisonnée par les chimies de la prospérité industrielle, épuisée par l'inondation humaine. « Rien ne sera plus comme avant », en effet, parce que nous sommes entrés dans l'ère, qui peut-être ne sera pas très longue, de la *survie en milieu extrême*, où des conditions entièrement inédites et imprévisibles imposeront, avec la collectivisation de la survie, des coercitions nouvelles. Le monde que nous avons sous les yeux est celui de tous les progrès de la raison marchande. Et c'est le fanatique Sorman qui a raison quand il proclame que le progrès est de leur côté : il est fait depuis deux siècles par ces gens-là. Bien sûr quand il ajoute que grâce aux modernisations en cours « le sort des Français peut s'améliorer encore » l'ironie est involontaire ; une ironie assez atroce, non seulement

de déclarer ainsi notre sort déjà satisfaisant, mais plus encore si l'on songe ne serait-ce qu'au *progrès* des cancers de la peau motivé par la déplétion de la couche d'ozone.

II

Mondialisation

« Les intérêts et les souvenirs qui naissent des habitudes locales contiennent un germe de résistance que l'autorité ne souffre qu'à regret, et qu'elle s'empresse de déraciner. Elle a meilleur marché des individus ; elle roule sur eux sans effort son poids énorme comme sur du sable. »

(Benjamin Constant, *De l'esprit de conquête et de l'usurpation*, chap. « De l'uniformité ».)

Les réformes qui furent la cause de cette agitation avaient en outre pour objet de signifier à la population le caractère inéluctable du stade « mondial » de la modernisation économique au *xxi*^e siècle. Venant après celui « français » du début des années 80, et encore après celui « européen » quelques années plus tard ; toujours au prétexte de rester dans la course ; c'est en réalité avouer que l'économie est devenue incontrôlable, qu'elle *va toute seule*. Mais cette simple évidence, les querelles des spécialistes du social et des experts financiers l'ont rendue inaudible ; les uns appe-

lant la population à résister pour sauver le *statu quo*, et contraints par là à mentir sur l'économie pour n'avoir pas à la critiquer en tant que telle ; les autres, qui ont cette évidence pour eux mais qui ne veulent ni la dire ni vraiment la penser, invoquant plutôt le sens de l'histoire et exhortant la population à se jeter dans cette guerre qui balayera de toutes façons les « habitudes locales » de la vie ordinaire. A travers ces sommations et ces menaces, c'est la peur qu'on installe comme moyen bientôt exclusif de gouvernement. Car, un peu à la façon du nucléaire, l'économie mondialisée est une puissance qui impose à tous, avec ses ravages planifiés, le temps irréversible de la catastrophe, le « compte à rebours », et ne laisse à discuter que délais, palliatifs, échéances.

« Avec un bric-à-brac d'archaïsmes en tout genre, le million qui défile exhibe sa reculade devant le monde moderne, sa peur d'une société libérale qui prend ses quartiers partout dans le monde. Elle n'a pas encore implanté en France sa culture d'hommes libres et adultes... » (*Le Point*, 16 décembre 1995.) Dans cette veine, il fut aussi question de « première révolte contre la mondialisation », et même de « révolution antimoderne ». Ainsi les partisans de la modernisation marchande, en publiant leurs craintes, car sans doute s'étonnent-ils parfois de la facilité avec laquelle finalement tout cela *passé*, en ont-ils dit beaucoup plus sur le contenu latent de ce mouvement qu'il n'est parvenu à en manifester lui-même. A part le sentiment vague de tout ce qu'on a laissé se perdre et se corrompre, sentiment général qui a flotté autour de la grève comme une aura, il n'y eut rien d'affirmé nettement, et certainement aucune critique de la vie moderne. Tout ce qui aurait pu servir de point d'appui pour

s'opposer réellement à la « logique économique » — selon la vieille plaisanterie : pour se révolter un peuple doit être conservateur, il doit avoir au moins conservé des raisons de se révolter —, tout cela a été insidieusement ruiné ; que reste-t-il à défendre ? Selon le professeur Bourdieu, la « civilisation du service public » ; laquelle nous est ainsi détaillée : « L'Europe a inventé l'Etat-providence. Comme nulle part au monde les citoyens des Quinze bénéficient d'un régime vieillesse, d'une assurance maladie, d'allocations familiales, d'indemnisations du chômage, ainsi que des dispositions du droit du travail. Cet arsenal de garanties socio-économiques, conquises par le mouvement ouvrier, constitue le cœur de la civilisation européenne moderne. » (*Le Monde diplomatique*, janvier 1996.) Il faut vraiment être un automobiliste de gauche pour se figurer un *xxi*^e siècle qui serait encore le vieux monde du progrès perpétuel, où une social-démocratie matinée d'écologisme et de télé-participation sauverait cette « civilisation du service public » des griffes de la production totale ; où, avec ses acquis sociaux adaptés à l'ère du télétravail, la *forteresse Europe* resterait le phare toujours lumineux des droits de l'homme et du salariat parmi la nuit confuse du reste du monde, etc.

Il faut sans doute être marxiste au Collège de France pour ignorer que la marchandise est par essence, en tant que rapport social, annihilation de toute particularité qualitative et de toute singularité locale au profit de l'universalité abstraite du marché. Si on accepte la marchandise, on doit accepter son devenir-monde, dont chaque marchandise particulière est un agent, avant même d'être fabriquée à Taïwan. Pour que puissent jouer pleinement les valeurs dynamiques du

commerce intégral, il faut bien sûr un monde « ouvert » ; ouvert sur l'infini de l'effort économique toujours à recommencer ; ouvert aussi à la cooptation à tous les échelons hiérarchiques de ceux qui offrent des traits d'affinité marqués avec l'élite dirigeante : nihilisme, manque d'imagination, passion du conformisme et froideur des caractères sadiques. A l'inverse, les récalcitrants iront rejoindre le rebut des surnuméraires et des arriérés dans les oubliettes de l'infraconsommation, de l'errance plus ou moins assistée. « A Los Angeles, le turbo-capitalisme a totalement détruit la structure familiale. Même votre frère ne vous vient pas en aide. Mais l'économie est dynamique et les opportunités d'emploi nombreuses. » (Edward Luttwak, *Croissance*, avril 1995.) Quant au plus grand nombre, il doit s'accoutumer à se voir comme l'économie le voit : du matériel humain. C'est ce que découvrent les rescapés des plans de restructuration : leur sursis est une contingence provisoire. Tout le monde se sait interchangeable, nul n'est à l'abri ; un poste de travail à haute valeur ajoutée peut être remplacé du jour au lendemain par un logiciel. Aucune « mesure d'accompagnement » ne pourra pallier ce mouvement de l'économie émancipée. Chacun craint que de murmurer, nourrir de mauvaises pensées, avoir des réticences à l'égard de la vie marchande, ce soit s'attirer la vengeance de l'Esprit du monde. Et c'est pourquoi on s'entoure de fétiches techniques auxquels on fait ses dévotions, afin de prouver sa foi sincère à cette puissance invisible, quoique très visible ; afin de participer à la grandeur et à la puissance de la collectivité. On croit s'assurer une protection en se laissant absorber, en se fondant mimétiquement dans l'anonymat de la collectivité administrée, dont on sait que la domination assurera *en gros* la survie, parce que

c'est cette masse qui la fait exister : ainsi est-ce la servitude en elle-même qui apparaît comme une protection magique. Mais cette sécurité ne sera rien d'autre qu'une adaptation plus profonde encore à l'insécurité de la vie artificielle.

« Les Etats et les diverses forces de la contre-révolution, quant à eux, n'avaient comme d'habitude aucun besoin de comprendre toute la portée historique de ce qu'ils faisaient, et ils trouvaient facilement dans leur situation menacée le contenu et la matière de leur activité : il leur suffisait de parachever sous la pression de la contestation ce qu'ils avaient commencé à faire dans l'euphorie de la paix sociale, et toutes leurs tâches répressives particulières confluaient spontanément dans cette entreprise de soumettre l'ensemble de la vie aux impératifs de l'économie se développant pour elle-même. (...) En revanche, le mouvement social qui portait le prolétariat à combattre sa misère modernisée et à renouer avec son histoire perdue ne pouvait tirer sa cohérence que de la conscience de son projet. » (« Histoire de dix ans », *Encyclopédie des Nuisances*, numéro 2, février 1985.) Les décisions concernant les salariés et les conditions de travail étant « dictées par la pression compétitive mondiale », il faut maintenant que tombent partout les protections sociales et les statuts acquis qui sont pour les flux marchands autant de « rigidités ». En France particulièrement il avait fallu payer plus et plus longtemps pour acheter ainsi la soumission : mais ce prix, désormais, le capitalisme ne peut plus le payer (pour rester compétitif sur le marché mondial), et il ne le veut plus, parce qu'il n'y est plus contraint par une menace de subversion prolétarienne. Les syndicats, cogérants de la protection

sociale, apprirent donc le 15 novembre que les beaux jours étaient finis, et qu'il leur faudrait, pour sauver quelque chose de leurs prébendes et de leurs trafics d'influence, aller regagner sur le tas leurs galons d'interlocuteurs représentatifs. Ils lancèrent donc la grève dans le secteur public, et quoique son extension, sa durée et ses initiatives les plus subversives (comme les baisses sauvages de tarification de la consommation d'électricité) aient été l'œuvre de la base, ils n'en perdirent cependant jamais le contrôle, jusqu'aux négociations, à la « suspension » finale, à la farce du « sommet social ».

La convergence initiale des intérêts défensifs, entre les bureaucraties syndicales et la base des grévistes, ne pouvait être remise en cause que par l'émergence d'un nouveau contenu de la protestation. Mais l'occasion offerte à l'insatisfaction latente n'a pas provoqué la cristallisation d'une conscience collective de l'état réel du monde ; l'appréhension de ce qu'il serait, ce monde, une fois tombées les protections héritées d'une époque antérieure, a au contraire aveuglé sur ce qu'il est déjà, sur ce qu'on l'a laissé devenir. Cette « modernisation » apparut ainsi pour ce qu'elle est *aussi*, régression vers des formes plus anciennes de l'asservissement, mais pas pour ce qu'elle est essentiellement : l'aboutissement logique d'une dépossession que l'on avait préféré croire confortable. Et l'appauvrissement général de la vie par l'économie ne fut perçu que comme stricte paupérisation à l'intérieur de l'économie non critiquée. Déjà, au cours de semblables luttes défensives des années précédentes, l'apparente nouveauté de modes d'organisation extra-syndicaux n'avait pu dissimuler qu'à des gauchistes particulièrement arriérés le désespérant silence sur l'absurdité et l'inhu-

manité des activités que l'on voulait ainsi défendre, parfois violemment. A-t-on jamais entendu, dans ces moments-là, des infirmières s'en prendre à la médecine scientifique, des routiers à la croissance démentielle des échanges marchands, ou des marins pêcheurs dénoncer le saccage dont ils sont à la fois les agents et les victimes ? Ou des employés du transport aérien critiquer les flux de l'économie mondialisée qui encombre le ciel de ses gestionnaires pressés et de son tourisme de masse ? Et une fois encore, durant ces grèves de décembre, a-t-on beaucoup entendu parler de l'émotion particulière ressentie en passant à trois cents kilomètres à l'heure devant une centrale nucléaire ?

La lutte défensive qui ne s'assigne pas explicitement le but de redonner un sens supérieur à ce qu'elle est censée défendre (la sécurité ou la santé, par exemple) retourne piteusement à ses limites initiales et devient une offense pour ce qui aurait pu être. Ainsi, à la limitation des *formes* de la lutte (la naïve roublardise de nombreux grévistes leur faisait croire qu'ils utilisaient les syndicats et qu'ils les mèneraient où ils voulaient ; et c'est tout le contraire qui s'est passé) a *finalement* correspondu celle de son contenu.

III

Autolimitation

« ... on oublie que pour être réussie sans effusion de sang, une révolution ne peut pas, par avance, en rejeter le risque, parce que l'adversaire ne le rejette pas. Ce risque admis constitue sa pierre de touche, sa vérité, non pas souhaitable mais inscrite dans le conflit. » (Gustav Herling, Journal écrit la nuit.)

Face à la modernisation marchande, les pauvres n'arrivent plus à penser ni même à rêver la vie dans d'autres termes que ceux que leur dicte l'économie. Ils en combattent ce qui leur paraît excessif alors que, centralement, l'économie moderne est l'excès réalisé ; ils préfèrent pour l'instant l'effroi « à couvert » (devant l'image complaisamment diffusée des « sans feu ni lieu ») aux risques de la lutte.

L'étrange impression de « manque de réalité » qu'a donnée cette grève est due au fait que tout en « paralysant le pays », comme disent les journaux, elle est restée elle-même paralysée devant ce à quoi l'amenait

sa propre existence : le mouvement de grèves et de manifestations n'a pas été poussé plus loin par ce qu'il avait déjà fait — imposer un temps d'arrêt à la routine de la fuite en avant —, mais s'est au contraire pétrifié dans une mobilisation piétinante, devenant de plus en plus exsangue, vidé de tout contenu propre, maintenu en vie apparente par les transfusions syndicales et médiatiques. On peut donner bien des explications psychologiques à cette espèce de dérobade devant les conséquences de ce qu'on a pourtant commencé. On peut dire que tout le monde craint de compromettre, en allant « trop loin », le relatif confort qu'assure encore l'abri européen, quand tant de vents mauvais soufflent sur la planète ; on peut dire aussi que la détermination et l'allant sont secrètement minés par la conviction intime que de toute façon il est trop tard, le coup est parti, le vin est tiré, etc. On peut dire surtout que ce qui retient, c'est précisément l'effroi devant un monde sans garantie d'aucune sorte, ce même effroi qui pousse d'abord à défendre les anciennes protections en liquidation, mais qui, dès qu'il devient refus collectif, paraît en installant le conflit précipiter la venue de ce qu'il redoute.

Jamais on n'a pu s'opposer à la domination sans être en quelque sorte contraint d'aller rapidement au centre de ses raisons. Mais aujourd'hui toute tentative d'opposition se trouve à ce point empêtrée dans l'ensemble des connivences entretenues avec le monde moderne qu'elle ne peut atteindre cette situation de rupture et de conflit ouvert qui à la fois permet et rend nécessaire une telle clarification. Les chantages de la domination fonctionnent d'autant mieux qu'elle est devenue effectivement une mère nourricière et protectrice : les citoyens vont faire leurs courses dans ses magasins

géants ; sinon, comment se nourrir, et sans elle, d'où viendrait la nourriture et tout le reste ? Pour l'individu intégré, la possession d'une « subjectivité » particulière est l'illusion nécessaire à l'intensification de sa dépossession, dans la consommation et la production. Cette subjectivité à laquelle il s'identifie ne lui appartient pas, mais à l'organisation sociale qui l'a équipée et produite ainsi : c'est la raison pourquoi il lui est difficile de concevoir une existence dépourvue des marchandises, des contraintes et des opinions qui ont formé sa vie consciente et en font le contenu. Une réflexion critique individuelle aussi bien qu'un mouvement social d'opposition rencontrent vite cette limite. Vouloir la dépasser c'est déjà sortir de l'enceinte de ce monde administré, c'est s'avancer dehors où il n'y a rien pour nous guider, ni garantie d'aucune sorte ; où chacun doit assumer *en personne* les conséquences de cette insoumission. A défaut de quoi les négociations peuvent commencer.

La particularité de notre époque est justement là : jadis le pouvoir, conscient de la menace révolutionnaire que constituaient des prolétaires alors porteurs du projet d'une vie meilleure et qui avaient sous la main les moyens de le mettre en œuvre, faisait tout pour empêcher une lutte d'atteindre son point de clarification ; et ainsi il l'y aidait, son action répressive traçant des camps irréconciliables. Maintenant le pouvoir peut pour ainsi dire laisser filer la révolte, si cruellement privée d'idées et de moyens, afin que joue à plein l'accablement devant l'immensité de l'effort à accomplir pour donner consistance à son refus.

Quand on parle ici du pouvoir, on y inclut bien entendu les syndicats. A propos de ceux-ci, on a pu

noter qu'au cours des grèves de décembre ils avaient réussi à empêcher l'émergence d'une auto-organisation des grévistes, sous forme de coordinations, en se déguisant eux-mêmes en coordinations, c'est-à-dire en mettant toutes les formes démocratiques à leur travail d'encadrement. Mais cette simple constatation n'est pas sans conséquence pour qui voit dans cette révolte avortée une espèce de radiographie de l'état des consciences, car les syndicats ont pu ainsi jouer aux coordinations, et impunément, parce qu'ils n'ont plus trop à craindre que les formes démocratiques (assemblées générales quotidiennes, etc.) se voient dotées par la base d'un contenu subversif ; les hiérarchies syndicales ont donc laissé les néo-syndicalistes de base se gargariser de démocratie ouvrière et d'assembléisme, certaines de conserver toujours, en fin de course, la maîtrise de la conclusion, après tant de débats si peu concluants.

Un des principaux résultats contre-révolutionnaires de la pénétration en profondeur des illusions modernes est que les discussions entre ceux qui essayent de remettre en cause leur sort finissent par être assez semblables à la caricature qu'en ont toujours faite les réactionnaires : parloles interminables sans prise sur la réalité, etc. Les grévistes, armés de leurs seules bonnes intentions, se sont très vite heurtés à cette énorme difficulté, qui est comme un problème insoluble : réinventer grâce au combat les qualités sans lesquelles il n'y a pas même de combat. Ces qualités sur lesquelles ils devaient s'appuyer pour tenter d'aller plus loin — goût de la liberté, sens du temps et mémoire, courage de la position minoritaire — sont de celles qui ont été si bien supplantées par leurs ersatz — aventure parodique, recherche frénétique de l'ins-

tant et de sa consommation émotionnelle, fétichisme de la « différence » — que leur manque n'est presque plus senti.

Le retour au bercail syndical, qui avait d'ailleurs été plutôt ignoré ou nié magiquement que réellement quitté, s'est donc fait d'autant plus facilement qu'une fois refoulé le contenu latent du mouvement, le contenu de substitution (« retrait du plan Juppé ») et la mise en scène syndicalo-médiatique de l'affrontement s'imposaient comme seule expression de l'insatisfaction, dans l'autocontemplation d'une force réduite à sa parade répétitive, sur le mode du « record d'affluence » cher aux marchands en tout genre. Tout retombait dans le simulacre, dans ces images qui permettent la coexistence des satisfactions les plus contradictoires, puisque aucune n'est assez réelle pour être exclusive d'aucune autre : l'aventure et la sécurité, etc. ; dans ce cas on pouvait être à la fois rassuré par les négociations (on ne sortirait pas du « couvert ») et émoustillé par les signes extérieurs de la détermination belliqueuse — ce qu'il pouvait tout de même rester de sourde amertume trouvant sa compensation psychologique dans la remise à plus tard de ce qu'on n'avait pas su faire (« On recommence en janvier »). A la facilité avec laquelle il s'est satisfait de ce leurre on peut mesurer à quel point ce mouvement prétendu « antimoderne » était loin de l'être assez.

IV

Virtualisation

*« C'est le rôle d'une publication révolutionnaire, non seulement de donner raison aux insurgés de Los Angeles, mais de contribuer à leur donner leurs raisons, d'expliquer théoriquement la vérité dont l'action pratique exprime ici la recherche. » (« Le déclin et la chute de l'économie spectaculaire-marchande », *Internationale situationniste*, numéro 10, mars 1966.)*

Dans ce cas comme dans bien d'autres, on voit comment des méthodes révolutionnaires peuvent être *retournées* : alors qu'en d'autres temps on avait isolé des extrémistes et désigné des casseurs, fait monter artificiellement les enchères, cette fois les tentatives dans ce sens firent long feu, que ce soit les manifestations d'usagers mécontents ou les sempiternels « débordements », bien canalisés pour être programmés aux informations télévisées du soir ; et très vite s'est mise en place, dans la convergence spontanée de toutes les fausses consciences, l'organisation de la popularité de cette grève, à laquelle les illusionnistes des médias s'empressaient de donner les meilleures raisons.

Cela avec un naturel d'autant plus efficace que c'était de bonne foi : justement parce qu'ils sont issus de cette immense classe moyenne qui fait le principal de la population, qu'ils en partagent naturellement les illusions et les inquiétudes, et que leur fonction sociale consiste à veiller à ce que celles-ci n'excèdent jamais celles-là, les journalistes incarnent, par obligation professionnelle pourrait-on dire, l'avant-garde du monde tel qu'il devient. L'éducation spectaculaire ne mettant pas dans les cervelles beaucoup de variété, c'est cette adhésion active qui leur permet ordinairement de flairer si bien l'air du temps, de se montrer si perspicaces des « phénomènes de société », de poser des diagnostics où tout le monde se reconnaît : c'est la fausse conscience qui s'examine et se parle à elle-même ; et c'est ce qui dans les circonstances imprévues leur permet de trouver « à chaud » des explications plausibles et des représentations qui ne perturbent pas la subjectivité moyenne, et même qui doivent l'améliorer. Après tout la société actuelle ne les emploie pas dans un autre but. On peut noter à ce sujet le caractère particulièrement formateur du gauchisme : les journalistes ayant baigné plus jeunes dans ses irréelles déclamations ont trouvé là l'occasion de recycler leurs procédés incantatoires et leur façon de chercher à nous faire prendre *leurs* désirs pour la réalité (en particulier Le Guilledoux du *Monde*, qui est parvenu certains jours à faire ressembler les pages de ce quotidien à celles d'une feuille ouvriériste des années soixante-dix). La belle spontanéité de la chose, la « sincérité » subjective de ces médiatiques, c'est-à-dire le fait qu'en tant que nouveau personnel grimant dans la profession ils aient été formés par une époque plus avancée dans la simulation, l'auto-illusion et le fanatisme du consensus, ont donné à l'opération son caractè-

rière vraiment moderne, qui était de déposséder les gens du sens de leur action en la magnifiant, et non plus seulement en la calomniant. On se souvient de la sorte d'allégresse qui flotta les premiers jours sur cet énorme désordre : la routine de la vie programmée inopinément suspendue, on éprouvait tout à coup la sorte d'intensité qu'offre le temps vivant. Et sans doute pour commencer beaucoup allèrent au travail aussi comme un prétexte pour traverser cela, en connaître l'impression et la partager : l'étonnement de vivre dans un monde avec des lointains, hors des représentations. C'est de cette dangereuse sensation de soi qu'il fut donc entrepris de les déposséder immédiatement. Et le spectacle produisit en temps réel cette représentation de convivialité dont ils n'eurent plus qu'à être les consommateurs qu'on félicitait de leur courage et de leur débrouillardise, de leur générosité à s'entraider et à soutenir les grévistes, de leur bonne humeur et de leur sens des responsabilités.

Et de fait, cette sorte de répression laudative a réussi à noyer, dans le brouillard unanimiste des bons sentiments, la plus simple intelligence des possibilités, moins euphoriques, et des réalités, plus âpres ; les syndicats allant même jusqu'à nous épargner le couplet sur les « incontrôlés », à propos des actes illégaux des grévistes. Tout cela est assez dans la manière de cette nouvelle technique de management, dite « féminine », qu'on annonce être celle de l'avenir et qui se définit ainsi : « De quoi s'agit-il ? (...) d'un modèle où la force physique et la puissance matérielle céderaient le pas à la force morale et au charisme affectif et spirituel ; dans lequel l'esprit d'agressivité, de challenge, disparaîtrait au profit de la coopération, de l'assistance et où le respect de la seule autorité

impérative laisserait la place à une "autre forme d'autorité plus incitative, moins autoritariste, plutôt persuasive, en gants de velours (...) Le management *ad hoc* sera donc plutôt animateur, catalyseur, renchérit Mike Burcke, mettant un terme ainsi aux habituels passages en force". Le manager de demain, celui qui réussira à faire travailler ensemble les salariés, serait donc non plus au sommet d'une pyramide hiérarchique mais au centre. » (*Le Monde*, 6 février 1996.)

Bien sûr une telle méthode répressive ne fonctionne que parce que personne n'oublie qu'une autre, plus classique, peut toujours être employée : « Vigipirate » était là, patrouillant à l'arrière-plan, et dans les arrières-pensées de ceux qui consommaient de l'ambiance festive en essayant de croire à ce « Mai virtuel ». A mesure qu'il reculait réellement, le mouvement faisait sienne l'ambiance des manifestations sonorisées jusqu'à n'être plus autre chose ; et à l'occasion de sa parade finale, on put voir, comme les haut-parleurs syndicaux annonçaient triomphalement les chiffres de participation avancés par la télévision qui diffusait en direct les images de cette marche vers nulle part, les manifestants s'ovationner alors eux-mêmes, sur le mode de la « vague humaine » qui agite parfois les spectateurs des grandes manifestations sportives (lesquelles, apparues avec le totalitarisme moderne, prospèrent avec lui en mondiovision).

Comme l'a noté Michelet dans *La Sorcière*, le Moyen Age désespéra de vivre dans l'état d'anorexie mentale imposé par l'Eglise : « Une méthode infiniment simple dispensait du raisonnement, donnant à tous la pente aisée qu'il ne fallait plus que descendre. Si le credo était obscur, la vie était toute tracée dans le sentier

de la légende. Le premier mot, le dernier, fut le même : *imitation*. » Les nouveaux maîtres, au terme de tant de progrès, le désespoir étant toujours là, ont gardé la méthode, et du mot « imitation » le seul sens de *contrefaçon*. Le risque passé, les conseils de Chirac aux préfets (« Soyez parfaitement cool », *Le Canard enchaîné*, 29 novembre 1995), ainsi que ses instructions pour qu'on laisse les gens manifester (« Il faut que la société respire »), prenaient tout leur sens. Et le moindre député pouvait broder sur ce thème : « Cette révolte est une sorte de thérapie saine (...) Il y a, dans les manifestations, une forme d'expression collective, de communion, que l'on ne retrouve pas ailleurs. Elles sont aussi une fête, elles ont donné une bouffée d'oxygène au pays. » (*Le Monde*, 17-18 décembre 1995.) L'amorce de rébellion se contentait à marche forcée des maigres consolations de la parodie. A l'instar des messes caritatives où s'achètent des indulgences, l'illusion de la générosité, là on s'offrait l'illusion de l'unité combative (« Tous ensemble »). Ainsi ces « journées de la solidarité » au cours desquelles se redécouvraient, au dire des journalistes, convivialité et rapports humains chaleureux (« La parole s'est déliée dans une atmosphère quasi-festive : le sentiment de vivre un moment d'exception faisant tomber certaines barrières sociales », *Le Monde*, 9 décembre 1995), étaient comme un masque grimaçant plaqué sur la sordide obligation d'aller malgré tout travailler, à pied, en vélo, en patins à roulettes ou en auto-stop. Car si les salariés du secteur public possèdent quelque chose comme un « privilège » — assurément archaïque et digne d'être aboli par la modernité avec celui d'avoir quelque assurance que ce soit sur son avenir —, c'est aujourd'hui simplement la possibilité de faire grève, qu'ont pratiquement perdue tous les autres, sous la

pression de la précarité, des contrats à durée déterminée, de l'atomisation, de la flexibilité (« Ils vont au travail avec la trouille au ventre », dira même un patron — *L'Usine nouvelle*, 14 décembre 1995) ; mais ceux qui votaient avec leurs pieds contre la généralisation de la grève se voyaient offrir en compensation la possibilité d'admirer leur docilité transformée en héroïsme, ou même en énergie ludique, dans le miroir médiatique.

La fameuse « grève par procuration » a donc eu quelque chose d'une cascade de représentations bien dans l'esprit de l'époque : les experts-interprètes du mouvement social (on ressortit même de leur caveau Morin et Touraine), les cheminots transformés en vedette collective et finissant par ressembler aux « champions de jeûne » dont le martyr fait le suspense d'autres grèves, dites de la faim, les sympathiques non-grévistes pleins d'enthousiasme platonique, etc. L'échantillonnage *ad hoc* des populations atteignit là un sommet de l'absurde : le gréviste, l'usager, le non-gréviste, le consommateur, le sondé, l'épargnant, l'automobiliste... Pendant que le gréviste manifestait, le non-gréviste faisait grève par procuration mais en tant qu'usager était une victime héroïque, alors que le consommateur faisait grise mine et que l'épargnant s'inquiétait, l'automobiliste pratiquait le covoiturage tandis que le sondé était partagé...

Aussi, rétrospectivement, la vision des embouteillages paralysant la totalité de la capitale, et de la fourmilière humaine se hâtant en tous sens à la nuit tombante, plutôt qu'à une récréation commune fait-elle songer à une manifestation de masse à laquelle les individus se virent contraints de participer pour affirmer

leur adhésion indéfectible au travail aliéné et prouver leur « loyauté illimitée, inconditionnelle et inaltérable » au mouvement sans but de l'économie. Ne pas le faire, c'était attirer sur soi le soupçon, se retrouver sur la liste. Qu'ils aient été nombreux, paraît-il, à s'amuser jusqu'au bout de cette humiliation et à s'identifier à l'image énergique qui en était imposée, ne dit rien contre cette observation ; mais quelque chose sur l'ennui et la pauvreté de quoi doit être tissé le « bonheur moderne » pour qu'un dysfonctionnement imprévu de la machinerie sociale devienne l'heureuse surprise d'un moment de vie intense, une aventure mais sans risque : nul n'ignorait que tout rentrerait bientôt dans l'ordre.

Les « salariés à droit de grève » retournés au charbon, les médias changèrent de registre : après le socialisme unanimiste des manifestants défenseurs du service public, ce fut le retour des sauvages de l'abondance. La caméra se tourna vers les écoles, pour y trouver, parmi ceux qui les fréquentent un peu, les plus impatients de jouer le rôle qui leur est dévolu : incarner la pure brutalité, contre laquelle il est urgent de défendre l'Etat de droit. Ainsi la violence dont on n'avait su ni voulu faire usage dans une lutte collective revenait, dépourvue de sens, comme menace terrorisante pour la foule atomisée.

V

Régression

Cette société d'abondance de pénuries nous vante toujours le stade acéphale de sa modernisation en nous demandant si nous préfererions, par hasard, devenir une contrée du tiers-monde somnolente et caduque, d'ailleurs en loques, une sorte de Bulgarie, au lieu d'aller à la découverte des sensations nouvelles et de l'auto-épanouissement inouï que l'hypercapitalisme nous réserve avec ses technologies de pointe. (A quoi il faudrait commencer par répondre que nous choisissons sans hésitation la voie de l'arriération : du moins la vie y conserve-t-elle quelques traits d'humanité, comme le savent les touristes qui n'ont pas d'autre raison de se rendre dans ces pays-là ; de même à la question de l'autarcie, que nous la préférons à l'échelle d'une province plutôt que du globe ; on y serait en réalité plus au large.) Mais ce n'est qu'une formule d'usage et nous n'avons pas le choix ; la question est ainsi réglée que nous aurons le pire des deux : la stérilité de la vie synthétique et les antibiotiques inefficaces, la décomposition sociale et

les carences alimentaires, le télétravail et les bains de sang.

Tout le monde constate que l'on vit aujourd'hui plus mal, à tous égards, qu'il y a ne serait-ce que vingt ans. Tout le monde voit qu'autour de nous l'univers rétrécit et se délabre plus rapidement qu'il n'était prévu : le cauchemar que l'on croyait, lâchement, léguer aux bons soins des générations après soi, le voilà qui prend forme sous nos yeux. Tout le monde trouve déprimant d'y penser ; c'est donc très opportunément que l'on nous presse désormais de n'y plus penser : « Le futur est une vieille idée, il faut inventer le présent » annonce une multinationale du bonheur électrique, se chargeant de fournir tous les accessoires pour mieux profiter de ce faux présent débarrassé de l'avenir, vieil horizon des existences rassises d'autrefois. Mais à cette vie instantanée il faut d'autres modes d'emploi, une nouvelle *doctrine de la vie juste*, qu'on veut bien nous énoncer :

« Quoi qu'il en soit, les moins de vingt-cinq ans — et maintenant, progressivement, les moins de trente ans — sont massivement condamnés à la précarité, dont ils font l'apprentissage, dans et hors les programmes publics. En négatif, ils sont les abonnés de toutes les formes atypiques d'emploi, depuis les missions d'intérim en passant par les contrats à durée déterminée et, bien sûr, les stages. Les embauches, si elles se produisent, supposent de subir des périodes probatoires qui s'éternisent.

Peu à peu, aussi, les jeunes s'habituent à cette précarité, synonyme de galère. En positif, cette fois, ils y acquièrent involontairement une vraie capacité de gestion de l'instabilité et en viennent à maîtriser l'incertitude, allant jusqu'à préférer les "petits boulots" aux diverses formules de traitement social qu'ils perçoivent comme des zones de

parcage. Ce faisant, ils font à la fois preuve de lucidité et d'une forme d'assurance dans l'instant qui leur apprend à vivre sans savoir de quoi sera fait le lendemain.

De la sorte, ils expérimentent les modes d'emploi du futur qui préfigurent des situations moins assurées, plus souples et incertaines. Mais, alors que ce parcours initiatique douloureux pourrait les mettre en position de reconstruire un avenir à partir de ces bases, les enquêtes disent aussi que les mêmes jeunes reportent à plus tard leurs espoirs d'installation dans la vie et leurs objectifs d'un emploi stable, avec l'intention de retrouver les rails de leurs parents et les modèles d'autrefois. En voulant croire à une parenthèse en l'attente du retour à un monde meilleur, mais ancien, ils gâchent peut-être la seule chance de sortie. A partir de cette galère qu'ils connaissent si bien, ils seraient en effet les seuls à pouvoir et à savoir extraire les modes d'organisation sociale de demain. » (Alain Lebaube, *Le Monde*, 25 octobre 1995.)

Et voici dans quel paysage, et sous quelles seigneuries se déroulera cette *vita nuova* :

« Ce qui est balayé, ce n'est pas l'Europe mais une certaine façon de penser l'ordre social [...] un tout nouveau capitalisme est en train de surgir [...] un capitalisme global qui modifiera profondément le rôle des Etats et des nations dans le monde. Un capitalisme entraîné par des forces nouvelles où émergera une élite nouvelle et où se prolétarisera l'ensemble des classes traditionnelles [...] il n'y aura plus bientôt, à la place du salariat, qu'un vaste prolétariat déclassé [...] une surclasse triomphante flottera sur les eaux boueuses de la misère, et la réussite de quelques-uns se paiera au prix de la marginalisation du plus grand nombre et de la violence des déclassés. » (Jacques Attali, « La surclasse », *Le Monde*, 7 mars 1996.)

« Ils aiment créer, jouir, bouger ; ils ne se préoccupent pas de léguer fortune ou pouvoir à leurs enfants : chacun

pour soi. Riches de surcroît, ils vivent luxueusement, souvent sans payer ce qu'ils consomment. Ils portent avec eux le meilleur et le pire de demain, installant une société volatile, insouciante de l'avenir, égoïste et hédoniste, dans le rêve et la violence.» (*Ibid.*)

Mais ce sont les mêmes valeurs de la vie bouleversée qui sont proposées à tous, seigneurs comme miséreux :

«...c'est plus qu'un programme politique qu'il faut imaginer, c'est une révolution culturelle : l'acceptation du neuf comme une bonne nouvelle, de la précarité comme une valeur, de l'instabilité comme une urgence et du métissage comme une richesse, la création de ces tribus de nomades sans cesse adaptables, libérant mille énergies et porteuse de solidarités originales.» (*Ibid.*)

Sous le règne de l'économie, il faut apprendre à vivre sans savoir de quoi sera fait le lendemain, et abandonner tout espoir que ce lendemain puisse être meilleur. Rien ne sera jamais acquis, car le fonctionnement même de la machinerie marchande est une destruction infinie qui ne saurait jamais s'arrêter à une forme stable, à un *résultat*. L'instabilité de tout, l'absence de quelque certitude que ce soit quant à l'avenir, la fin des illusions de la vie garantie, tout cela est désormais le fond de l'existence ordinaire. Quand se défait l'unité du mouvement sans lequel il n'y aurait tout bonnement pas eu de civilisation — et qui voulait à la fois assurer une protection aux siens et aller de l'avant —, il reste le besoin d'être protégé, et la régression qui mène les dirigeants vers l'instauration d'un « état d'urgence » permanent, tandis qu'elle pousse les dirigés au fond de la caverne cathodique. Que les insipides promesses de l'époque du « Welfare

State » soient invoquées comme un âge d'or et que la survie réclame un Etat plus protecteur en dit long sur la misère moderne, mais n'indique rien quant à ce qui adviendra réellement.

Ce qui a affleuré au cours de ce mois de décembre, c'est précisément le sentiment, en temps normal censuré par la routine, que le passé n'éclaire plus l'avenir, et que tout simplement personne ne sait ce qui va arriver ; tout le monde sentant que n'importe quoi peut sortir du chaudron de sorcière du capitalisme, à commencer bien sûr par le pire. Les princes charmants de la publicité se sont transformés en crapauds, et les crapauds sont en train de muter en quelque chose d'autre, de jamais vu sous le soleil. La parenthèse de l'euphorie marchande, du bonheur garanti et de l'intégration pour tous, cette parenthèse se referme. Et l'idée se répand que le capitalisme, après avoir détruit tout ce qui jusque-là avait donné un sens à la vie humaine, nous a conduits au bord de l'abîme, sans cesser pour autant de nous inviter à « faire un grand pas en avant ».

Sans doute le brouhaha médiatique est-il retombé là-dessus, et cette triste vérité avec quoi il faut vivre désormais, tous préféreraient l'oublier, tant elle est un fiel qui empoisonne toutes les satisfactions que l'économie propose ; mais cette naïveté perdue ne reviendra pas, et peut-être la domination sociale n'en a-t-elle plus besoin pour s'assurer que les populations lui demeurent soumises : dans le monde complètement décomposé où nous serons bientôt, où toute idée d'un avenir quelconque s'éteindra, elle aura des protections et des consignes d'un intérêt immédiat et vital à offrir à la peur en échange de l'obéissance. Mais il lui faut

en attendant poursuivre la modernisation de la vie sociale selon les exigences du marché mondial, et ce sera pour quelques années une tâche délicate auprès d'une population aussi désenchantée : pour en maintenir la passivité, il lui faudra mettre en images bien épouvantables les désordres qu'elle a déjà sous la main, et qui certes ne sont pas négligeables.

Et c'est ce que doivent penser les partisans de l'unification marchande, terre promise où les lois de l'économie seraient aux populations un état de nature, qui ne proposent exactement rien en échange de la perte de toutes les garanties avec quoi s'achetait la soumission. Comme ce ne peut être par honnêteté, et de fait ils n'ont rien à faire espérer d'agréable, ni faute de trouver de plausibles mensonges à proférer — n'importe quelle illusion dilatoire ferait l'affaire — ce doit être plutôt qu'ils considèrent que ce n'est plus la peine ; que le présent est devenu assez effrayant pour qu'il ne soit plus nécessaire de nous traîner d'espoir en espoir, et que l'économie autonomisée, émancipée non seulement de toute fin humaine mais de toute nécessité de justification ou prétexte à fournir, peut enfin parler pour elle-même sans précautions de langage et dire : « Je serai qui je serai ». Comme si, rien ne s'interposant plus entre elle et les masses humaines atomisées, la domination sociale pouvait maintenant divulguer qu'elle n'a pas d'autre fin qu'elle-même, que le progrès n'est rien d'autre que celui de rendre irréversible l'aliénation qui fait la vie heureuse, en regard de quoi tout le reste — l'espèce humaine et son histoire, la vie terrestre — est insignifiant et de nul prix.

C'est pourquoi il est absurde, inutile et même très stupide de vouloir encore *raisonner* l'économie déchaînée en lui représentant qu'elle détruit, outre la nature, la société du genre humain ; pour ne pas voir que c'est là justement son but : devenir pour le bétail humain une totalité dont il ne puisse plus songer à sortir. Comme il faut être inintelligent pour s'imaginer que du câblage informatique de la planète pourrait naître un contre-pouvoir à l'hégémonie néfaste du rationalisme, qui règne au moyen de l'ordinateur. D'ailleurs ces utopies d'un progrès marchand « à visage humain » peuplées de citoyens-consommateurs responsables sont si mornes, tellement fastidieuses et si bêtifiantes que l'on en viendrait presque à leur préférer le cataclysme à sensation ; mais la question ne se pose même pas, pour cette raison que le cataclysme de la mutation climatique a commencé et que le rideau se lève sur un monde nouveau avec ses conditions entièrement inédites sur quoi les machines de la raison instrumentale ne peuvent rien nous dire :

« Lester R. Brown, président du Worldwatch Institute de Washington, le principal centre de recherche international sur les questions d'environnement, est inquiet. Après plus de vingt ans d'observation des conséquences des activités humaines sur les équilibres naturels, il estime que la crise écologique est sur le point d'atteindre un seuil de non-retour : l'offre mondiale en ressources naturelles, à la base de l'activité économique et de la stabilité sociale de la planète, ne permet plus de satisfaire la demande des populations, en particulier en ce qui concerne les denrées alimentaires. « La guerre entre l'homme et la Terre est d'ores et déjà engagée », nous a-t-il déclaré. » (*Le Monde*, 27 février 1996.)

Toute la question est de savoir si la survie collective se fera sur le mode disciplinaire d'une *mobilisation totale* indéfiniment reconduite, assurant aux classes dirigeantes une sorte de perpétuité : chaque nouveau désastre ou nouvelle pénurie attestant aux yeux des populations la nécessité de la domination organisatrice pour mener cette *guerre de sécession* entre l'humanité et la nature ; ou si elle sera le fait d'une humanité émancipée du *fatum* économique et de ses hiérarchies irresponsables, luttant pour sa propre cause, c'est-à-dire pour sauver les bases biologiques de la vie terrestre.

Cette alternative paraîtra sans doute naïve ou démentielle à ceux qui s'imaginent protégés de la décomposition du monde réel par les programmes de simulation de la réalité virtuelle, qui affirment que tout va bien. Pour les autres, elle accable leur isolement et leur impuissance devant l'écrasante objectivité de ce qui existe, la rapidité du cours catastrophique des choses, l'anomie sociale où ils voient les individus se dissoudre ; elle les invite ainsi à se soustraire de cette société malencontreuse et à se borner à eux-mêmes, dans le cercle de leurs jouissances privées.

On sait pourtant que dans un monde si désastreuse-ment unifié, on ne peut se sauver tout seul ; non seulement pour la raison qu'il n'y a nulle part où s'en retirer, ni aucune manière de s'en abriter ; mais encore pour celle-ci que ce serait pour rien : nous avons pour être heureux besoin de la société du genre humain. On n'a donc pas le choix que de travailler à la sauver. Mais par où commencer ? Disons qu'il faut *commencer* de se sauver tout seul ; que c'est une obligation que l'on a envers soi-même que de se désa-

buser de toutes les crédulités de la vie moderne, ses faux plaisirs et ses ersatz, ses nécessités prétendues et ses représentations trompeuses, qui nous troublent et nous égarent ; que ce n'est pas un austère devoir mais au contraire qu'il y a beaucoup d'agrément à connaître la contradiction de son esprit avec le néant de cette vie mimétique, vie toujours honteuse et souvent ridicule, d'ailleurs empoisonnée et qui ne vit même pas. Et ce serait le diable que l'on ne rencontrât pas bientôt d'autres *musiciens de Brême* partageant le même intéressant secret : *Il y a toujours mieux que la mort*. D'où l'on pourra songer à vérifier la validité de cette autre maxime qui peut mener loin, et même jusqu'à l'idée de ce qu'il serait enfin possible de vivre : *Les hommes ne sont limités par rien que par des opinions*.

ENCYCLOPÉDIE DES NUISANCES, MARS 1996

aux mêmes éditions :

Jaime Semprun
Dialogues sur l'achèvement des Temps modernes

Sophie Herszkowicz
*Lettre ouverte au maire de Paris
à propos de la destruction de Belleville*

Jacques Philipponneau
*Relation de l'empoisonnement perpétré en Espagne
et camouflé sous le nom de syndrome de l'huile toxique*

William Morris
*L'âge de l'ersatz, et autres textes
contre la civilisation moderne*

Baudouin de Bodinat
*La vie sur terre
Réflexions sur le peu d'avenir
que contient le temps où nous sommes*

Jaime Semprun
L'abîme se repeuple

avec les éditions Ivrea :

George Orwell
*Essais, articles, lettres
Volume I (1920-1940)
Volume II (1940-1943)*

A paraître :

*Volume III (1943-1945)
Volume IV (1945-1950)*

Ce volume a été composé
sur Linotype
aux Ateliers Graphiques
à Bagneux
et achevé d'imprimer
sur les presses typographiques
de la S.E.G.
à Châtillon

Dépôt légal : mars 1997
Numéro d'impression : 6164